

BACCALAURÉAT GÉNÉRAL

SESSION 2015

SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

Série : ES

DURÉE DE L'ÉPREUVE : 4 heures

COEFFICIENT : 7

L'usage de la calculatrice est strictement interdit.

Ce sujet comporte 8 pages numérotées de 1/8 à 8/8.
Dès que ce sujet vous est remis, assurez-vous qu'il est complet.

Pour l'enseignement obligatoire, le candidat traitera au choix soit la dissertation s'appuyant sur un dossier documentaire, soit l'épreuve composée.

Dissertation s'appuyant sur un dossier documentaire

Il est demandé au candidat :

- de répondre à la question posée par le sujet ;
- de construire une argumentation à partir d'une problématique qu'il devra élaborer ;
- de mobiliser des connaissances et des informations pertinentes pour traiter le sujet, notamment celles figurant dans le dossier ;
- de rédiger en utilisant le vocabulaire économique et social spécifique et approprié à la question, en organisant le développement sous la forme d'un plan cohérent qui ménage l'équilibre des parties.

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

SUJET

Ce sujet comporte quatre documents.

La croissance économique s'oppose-t-elle à la préservation de l'environnement ?

DOCUMENT 1

Changement économique et écologique planétaire au cours du XXème siècle.

Données mondiales	Coefficient multiplicateur entre 1890 et 1990
Population	4
Population urbaine	13
Produit Intérieur Brut	14
Production industrielle	40
Consommation d'énergie	13
Émission de dioxyde de carbone ⁽¹⁾	17
Émissions de dioxyde de soufre ⁽²⁾	13
Consommation d'eau	9
Prises de poissons marins	35
Superficie des forêts	0,8

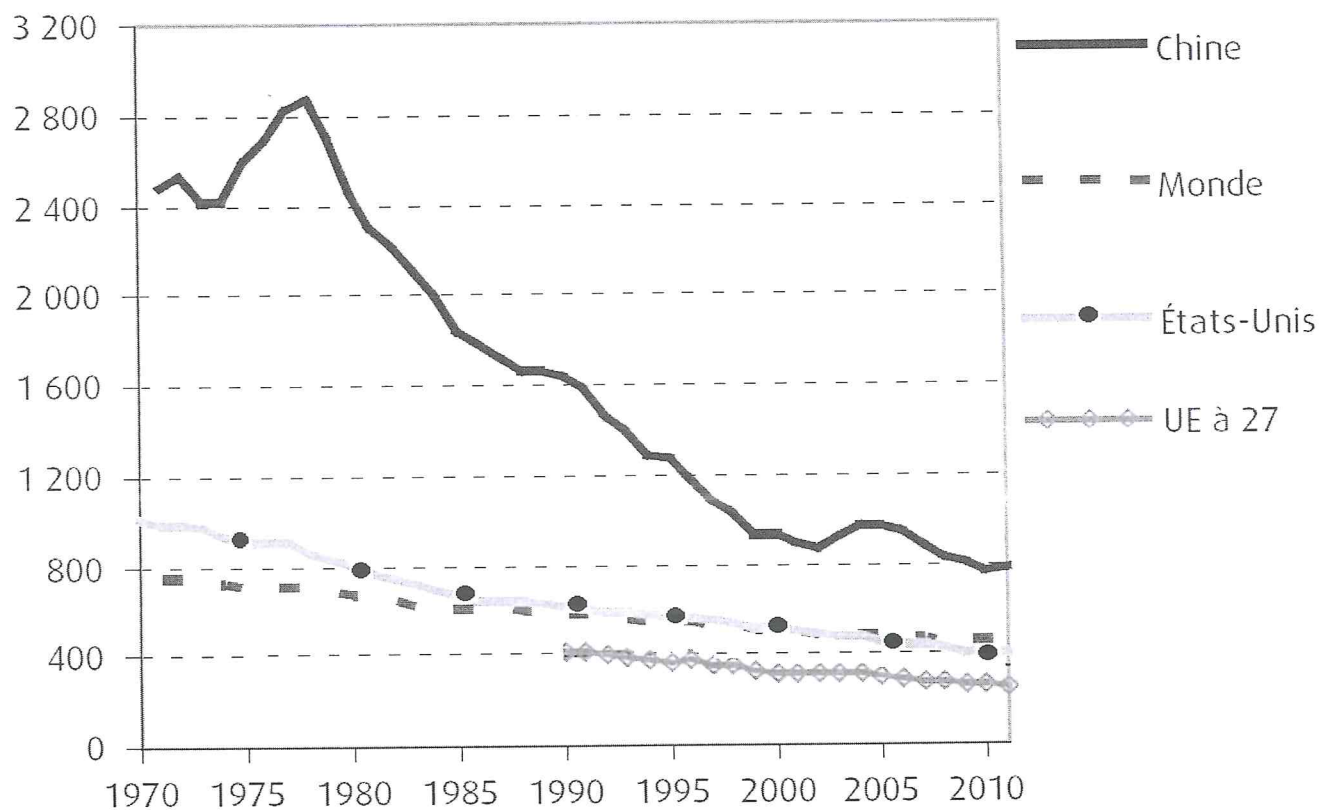
Source : d'après *Économie de l'environnement et économie écologique*, Éloi LAURENT et Jacques LE CACHEUX, 2012.

(1) Dioxyde de carbone : CO₂, gaz alimentant le réchauffement climatique.

(2) Dioxyde de soufre : SO₂, gaz polluant participant à la formation de pluies acides.

DOCUMENT 2

Nombre de tonnes de CO₂⁽¹⁾ émises pour un million de dollars de richesses produites.



Source : d'après l'Agence Internationale de l'Énergie, 2013.

(1) CO₂ : dioxyde de carbone, gaz alimentant le réchauffement climatique.

DOCUMENT 3

En 2012⁽¹⁾, la production des éco-activités^(*) qui a atteint 85,0 milliards d'euros représente une part croissante de la production totale : 2,3 % en 2012 contre 2,2 % en 2011 avec 80,5 milliards d'euros. Ainsi, la production des éco-activités reste plus dynamique (+ 5,6 %) que l'ensemble de l'économie (+ 1,2 %). [...]

Les éco-activités ont employé 447 500 personnes en « équivalent temps plein »⁽²⁾ en 2012. Les effectifs ont très peu augmenté entre 2011 et 2012 : + 0,3 % contre 0 % dans le reste de l'économie. Cependant, sur la période 2004 - 2012, l'évolution moyenne annuelle des effectifs reste très dynamique, + 3,9 % contre 0,3 % dans le reste de l'économie. [...]

En 2012, la valeur ajoutée dans les éco-activités représente 1,8 % du PIB soit 32 milliards d'euros. Elle a augmenté de 8,5 % en un an contre 1,5 % dans le reste de l'économie. Les domaines des énergies renouvelables et de la récupération ont le plus fortement augmenté en valeur (+ 600 millions d'euros). [...] Sur la période 2004 - 2012, la valeur ajoutée dans le domaine de la réhabilitation des sols et eaux augmente fortement (+ 31,0 %) dynamisée par les importantes conversions à l'agriculture biologique. Dans une moindre mesure, la valeur ajoutée dans la recherche et développement en environnement augmente de 14,7 %. Entre 2004 et 2012, la valeur ajoutée croît de 5,9 % contre 2,6 % pour l'ensemble de l'économie. Entre 2004 et 2009, la valeur ajoutée augmente plus fortement dans les éco-activités (+ 5,0 % en moyenne annuelle) que dans le reste de l'économie (+ 2,7 %) touchée par la crise économique en 2008. Enfin, à partir de 2009, la valeur ajoutée dans les éco-activités est très dynamique (+ 7,4 %) en comparaison de l'évolution du PIB (+ 2,3 %).

(*) Les éco-activités sont les activités qui produisent des biens ou services ayant pour finalité la protection de l'environnement ou la gestion des ressources naturelles.

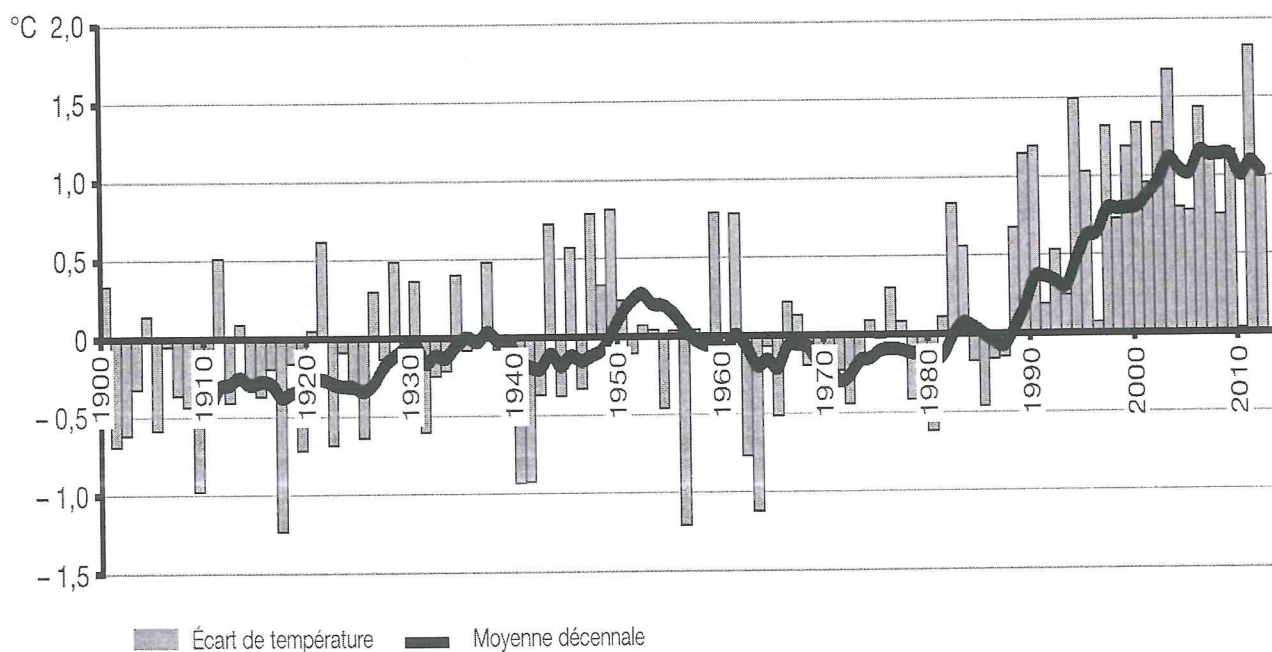
Source : d'après Commissariat Général au Développement Durable,
Chiffres et statistiques, n° 523, Mai 2014.

(1) Le texte concerne la France.

(2) Effectifs qui prennent en compte des temps et des durées de travail différents.

DOCUMENT 4

Évolution des températures moyennes en France de 1900 à 2012 par rapport à la période de référence 1961 – 1990 en degrés Celsius



Source : Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie,
Chiffres clés du climat, 2014.

Lecture : en 2011, la température moyenne observée était supérieure d'1,8 degré à la température moyenne observée sur la période 1961-1990 et la température moyenne des dix dernières années était supérieure d'un degré à la moyenne observée sur la période 1961-1990.

Épreuve composée

Cette épreuve comprend trois parties :

1 – Pour la partie 1 (Mobilisation des connaissances), il est demandé au candidat de répondre aux questions en faisant appel à ses connaissances personnelles dans le cadre du programme de l'enseignement obligatoire.

2 – Pour la partie 2 (Étude d'un document), il est demandé au candidat de répondre à la question en adoptant une démarche méthodologique rigoureuse de présentation du document, de collecte et de traitement de l'information.

3 – Pour la partie 3 (Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire), il est demandé au candidat de traiter le sujet :

- en développant un raisonnement ;
- en exploitant les documents du dossier ;
- en faisant appel à ses connaissances personnelles ;
- en composant une introduction, un développement, une conclusion.

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

Première partie : Mobilisation des connaissances

1. Présentez un argument montrant que la mise en place d'une union économique et monétaire constitue une expérience originale d'intégration pour les membres de l'Union européenne. (3 points)

2. Distinguez logique d'assurance et logique d'assistance en matière de protection sociale. (3 points)

Deuxième partie : Étude d'un document (4 points)

Vous présenterez le document puis vous comparerez la productivité horaire des différents pays.

Productivité horaire⁽¹⁾ en 2013 (base 100 = États-Unis)

États-Unis	100
Chili	40,0
Russie	37,9
France	92,0
Mexique	28,7
Norvège	130,4
Pologne	42,8
Suisse	85,0
Turquie	44,8

Source : d'après base de données OCDE, 2014.

(1) La productivité horaire correspond au PIB par heure travaillée.

**Troisième partie : Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire
(10 points)**

Cette partie comporte trois documents.

Sujet : À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez que les inégalités économiques et sociales sont cumulatives.

DOCUMENT 1

**Salaires mensuels moyens nets de tous prélèvements selon
la catégorie socioprofessionnelle en 2011**

	Salaires mensuels moyens nets en 2011, en euros
Cadres ⁽¹⁾	3 988
Professions intermédiaires	2 182
Employés	1 554
Ouvriers	1 635
Ensemble	2 130

(1) Y compris les chefs d'entreprise salariés.

Champ : France, salariés en équivalent-temps plein du secteur privé et des entreprises publiques.

Source : d'après INSEE, 2014.

DOCUMENT 2

Pour l'école, le défi est de faire réussir des enfants qui, dès le départ, n'ont pas les mêmes cartes en main. « En France, les premières " traces " des inégalités sociales et sexuées à l'école sont observées au niveau de la moyenne section de maternelle. [...] Une analyse très fine des performances [des élèves] montre que c'est dans le domaine de la logique verbale que les inégalités sociales sont les plus marquées », note Marie Duru-Bellat. Les inégalités entre les enfants existent avant même l'entrée à l'école.

Vers l'âge de 11 ans, en sixième, les écarts étaient, en 2005, de 9,2 points sur 100 entre les enfants d'ouvriers et ceux de cadres en français, de 13,3 points en mathématiques. Au fil des cursus, la part des enfants des catégories sociales modestes s'amenuise peu à peu. Parmi les enfants entrés en sixième en 1995, 38 % étaient de parents ouvriers ou inactifs. Six ans plus tard, ils n'étaient plus que la moitié à avoir obtenu un bac général. L'année suivante, ils ne représentaient que 9 % des étudiants de classes préparatoires... [...]

Les moyennes cachent la situation des filières les plus sélectives. L'élite de la nation s'est déplacée vers les grandes écoles. On dispose de peu de données sur ce phénomène. Mais on sait qu'entre les années 1940 et les années 1980, leur recrutement ne s'est pas ouvert, en dépit de la démocratisation d'ensemble. Les années 1980 auraient même été marquées par une hausse des inégalités sociales d'accès aux grandes écoles. Dans les grandes écoles les plus prestigieuses, la part des enfants d'origine populaire (agriculteurs, ouvriers, employés, artisans ou commerçants) est passée de 29 % à 9 % du début des années 1950 à la fin des années 1980, un effet qui ne s'explique que pour partie par le déclin de ces catégories dans la population. À l'entrée à l'ENA⁽¹⁾, à l'automne 2008, 2,9 % des enfants avaient un parent ouvrier, alors que ces derniers représentent encore 22,8 % des emplois...

Source : *Déchiffrer la société française*, Louis MAURIN, 2009.

(1) ENA : École Nationale d'Administration.

DOCUMENT 3

Espérance de vie à 55 ans selon le genre et la catégorie socioprofessionnelle, en années

	Hommes	Femmes
Agriculteurs	26,3 ⁽¹⁾	33,2
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	27,8	33,9
Cadres et professions intellectuelles supérieures	28,6	34,4
Professions intermédiaires	26,8	33,6
Employés	25,7	32,7
Ouvriers	25,3	32,1
Ensemble	26,4	32,8

Champ : retraités de droit direct d'un régime de base au 31 décembre 2008, résidant en France et nés en 1942, en vie à 55 ans.

Source : d'après « Espérance de vie, durée passée à la retraite », *Dossiers Solidarité et Santé*, DREES, juin 2013.

(1) Lecture : les hommes retraités au 31 décembre 2008 et nés en 1942, anciens agriculteurs, avaient une espérance de vie à 55 ans de 26,3 ans. Ils pouvaient donc espérer, à cet âge là, vivre jusqu'à 81,3 ans.